

CLAIMS RESOLUTION TRIBUNAL

[Seule la version originale en langue anglaise fait foi]

dans le cadre du *Holocaust Victim Assets Litigation*
Affaire Numéro CV96-4849

Décision d'attribution certifiée

en faveur des requérantes [SUPPRIMÉ 1], représentée par Claude Devillers,
et [SUPPRIMÉ 2]
agissant en son propre nom et en qualité de représentante de [SUPPRIMÉ 3]

concernant le compte de Julie Rosenau

Numéros de requête : 209236/MBC, 212686/MBC

Montant de la décision d'attribution : 49,375.00 francs suisses

La présente décision d'attribution certifiée est basée sur les requêtes déposées par [SUPPRIMÉ 1], née [SUPPRIMÉ] (ci-après : « la requérante [SUPPRIMÉ 1] »), et par [SUPPRIMÉ 2], née [SUPPRIMÉ] (ci-après : « la requérante [SUPPRIMÉ 2] ») (ci-après ensemble : « les requérantes ») sur le compte de Julie Rosenau (ci-après : « la titulaire du compte ») auprès de la banque [SUPPRIMÉ] (ci-après : « la Banque »).

Toutes les décisions sont publiées. Toutefois, lorsque le requérant demande que sa requête soit traitée de manière confidentielle comme l'a fait en l'espèce la requérante [SUPPRIMÉ 1], les noms des requérants, de tout parent des requérants autre que le titulaire du compte, ainsi que celui de la Banque, demeurent confidentiels.

Informations fournies par les requérantes

Informations fournies par la requérante [SUPPRIMÉ 1]

La requérante [SUPPRIMÉ 1] a soumis un formulaire de requête dans lequel elle identifie la titulaire du compte, Julie Rosenau, comme étant l'épouse de son oncle paternel. Elle affirme que Julie Rosenau était la femme de [SUPPRIMÉ], qui est né approximativement en 1860, et que le couple n'a pas eu d'enfants. La requérante [SUPPRIMÉ 1] déclare que Julie Rosenau - qui était une ressortissante française - résidait à Paris, en France. Elle indique que [SUPPRIMÉ] est décédé avant la Seconde Guerre mondiale. La requérante [SUPPRIMÉ 1] explique que Julie Rosenau, qui était juive, a fui Paris et s'est installée en Suisse, probablement à Genève, afin d'échapper aux persécutions nazies pendant la Seconde Guerre mondiale. Elle mentionne que Julie Rosenau s'est éteinte en Suisse. La requérante [SUPPRIMÉ 1] n'est pas en mesure de préciser la date de décès de Julie Rosenau, mais indique qu'il se peut qu'elle soit décédée après la fin de la guerre.

La requérante [SUPPRIMÉ 1] a soumis un arbre généalogique qui indique que [SUPPRIMÉ] avait un frère, [SUPPRIMÉ], et que ce dernier était son père. À l'appui de sa requête, la requérante [SUPPRIMÉ 1] a produit son livret de famille qui indique qu'elle est la fille de [SUPPRIMÉ]. Elle précise être née le 26 juin 1909.

Informations fournies par la requérante [SUPPRIMÉ 2]

La requérante [SUPPRIMÉ 2] a soumis un formulaire de requête dans lequel elle identifie la titulaire du compte comme étant l'épouse de son grand-oncle paternel, Julie Rosenau, née Ansbacher, qui est née le 30 novembre 1869 à Fürth, en Allemagne. La requérante [SUPPRIMÉ 2] affirme que Julie [SUPPRIMÉ] a épousé [SUPPRIMÉ] le 16 avril 1893 à Paris, en France. Elle déclare que Julie et [SUPPRIMÉ] Rosenau n'ont pas eu d'enfants.

Lors d'une conversation téléphonique avec le CRT le 8 janvier 2003, la requérante [SUPPRIMÉ 2] a affirmé que [SUPPRIMÉ], qui était un ressortissant allemand, travaillait à Paris où il a vécu avec sa femme jusqu'à son décès à une date inconnue entre la Première et la Seconde Guerre mondiale. La requérante [SUPPRIMÉ 2] déclare que Julie Rosenau était juive et qu'elle s'est probablement rendue en Suisse afin d'échapper aux persécutions nazies. La requérante [SUPPRIMÉ 2] n'est pas en mesure d'indiquer la date ni le lieu de décès de Julie Rosenau et affirme que pratiquement tous les membres de leur famille, y compris son propre père qui détenait des informations concernant leur parente, ont péri lors de l'Holocauste et que ses rares proches qui ont survécu ne pouvaient parler de cette période. Toutefois, la requérante [SUPPRIMÉ 2] indique que Julie Rosenau a probablement survécu à la Seconde Guerre mondiale en Suisse.

Il ressort de l'arbre généalogique fourni par la requérante [SUPPRIMÉ 2] que [SUPPRIMÉ] avait deux frères : [SUPPRIMÉ], père de la requérante [SUPPRIMÉ 1], et [SUPPRIMÉ]. La requérante [SUPPRIMÉ 2] précise que [SUPPRIMÉ] avait un enfant, [SUPPRIMÉ], et que ce dernier a eu deux enfants : [SUPPRIMÉ 2], née [SUPPRIMÉ] (la requérante [SUPPRIMÉ 2]), et [SUPPRIMÉ 3].

À l'appui de sa requête, la requérante [SUPPRIMÉ 2] a soumis divers documents, notamment son propre acte de naissance indiquant que son père était [SUPPRIMÉ] ; l'acte de naissance de son père démontrant qu'il était le fils de [SUPPRIMÉ]; une lettre des archives municipales de Würzburg, en Allemagne, datée du 29 juin 2001 et indiquant que [SUPPRIMÉ], né le 9 janvier 1865, et [SUPPRIMÉ], né le 18 août 1866, étaient les fils de [SUPPRIMÉ] et qu'ils étaient juifs ; une lettre des archives municipales de Fürth, en Allemagne, datée du 28 juin 2001 et indiquant que Julie Ansbacher était l'épouse de [SUPPRIMÉ]; la carte d'identité française de [SUPPRIMÉ] mentionnant qu'il est né le 18 août 1866 et qu'il était domicilié à Paris pendant la Seconde Guerre mondiale.

La requérante [SUPPRIMÉ 2] précise être née le 13 mars 1932 à Paris. Elle représente [SUPPRIMÉ 3], son frère, qui est né le 2 septembre 1928 à Paris.

Informations contenues dans le document bancaire

Le document bancaire consiste en une liste de comptes datée du 31 octobre 1945, conservée dans les locaux de la Banque à l'époque de son acquisition par la [SUPPRIMÉ] en 1945. Il ressort de ce document bancaire que la titulaire du compte était Julie Rosenau, qui résidait à Paris, en France. Le document bancaire indique que la titulaire du compte détenait un compte portant le numéro 30234, mais ne précise pas de quel type de compte il s'agit.

Le document bancaire ne précise pas à quelle date le compte en question a été fermé, à qui les avoirs ont été versés ni quel était le solde de ce compte. Les réviseurs qui ont mené leur investigation dans cette banque pour identifier les comptes de victimes de persécutions nazies sur les instructions du Comité Indépendant de Personnalités Éminentes (ci-après : « l'ICEP » ou « l'investigation de l'ICEP ») n'ont pas trouvé ce compte dans le système des comptes ouverts de la Banque et ont par conséquent présumé qu'il était fermé. Ces réviseurs ont indiqué n'avoir trouvé aucune preuve d'activité sur ce compte après 1945. Rien dans le document bancaire ne semble indiquer que la titulaire du compte ou ses héritiers aient fermé le compte et en aient reçu les avoirs eux-mêmes.

Analyse effectuée par le CRT

Jonction des requêtes

Conformément à l'article 37(1) des Règles de Procédure pour le Règlement des Requêtes, telles qu'amendées, (ci-après : « les Règles »), les requêtes portant sur un même compte ou des comptes apparentés pourront être jointes en une seule procédure à l'appréciation du CRT. En l'espèce, le CRT estime opportun de joindre les deux requêtes des requérantes en une seule procédure.

Identification de la titulaire du compte

Les requérantes ont identifié la titulaire du compte de façon plausible. Le nom de leur parente, ainsi que sa ville et son pays de résidence correspondent aux nom, ville et pays de résidence publiés de la titulaire du compte. Le CRT note que le document bancaire ne contient aucune information précise concernant la titulaire du compte, si ce n'est son nom et sa ville de résidence.

Par ailleurs, le CRT note que la requérante [SUPPRIMÉ 2] a soumis à l'appui de sa requête l'acte de naissance de son père et le sien qui confirment que [SUPPRIMÉ] était son grand-père, une lettre des archives de Würzburg identifiant [SUPPRIMÉ] comme étant le frère de [SUPPRIMÉ], ainsi qu'une lettre des archives de Fürth identifiant Julie Rosenau comme étant l'épouse de [SUPPRIMÉ]. Ces documents apportent une preuve indépendante que la parente de la requérante [SUPPRIMÉ 2] portait le même nom que la titulaire du compte.

De plus, le CRT note que le nom de Julie Rosenau Ansbacher figure dans une base de données contenant les noms de victimes de persécutions nazies, laquelle précise que celle-ci est née le 30 novembre 1869 et qu'elle s'est réfugiée en Suisse le 27 octobre 1942. Ceci correspond aux informations concernant la titulaire du compte qui ont été fournies par la requérante. Cette base de données est une compilation de noms provenant de diverses sources, notamment le Mémorial de Yad Vashem en Israël.

Enfin, le CRT note qu'aucune autre requête n'a été soumise sur le compte.

La titulaire du compte en tant que victime de persécutions nazies

Les requérantes ont démontré qu'il est plausible que la titulaire du compte ait été victime de persécutions nazies. Elles ont affirmé que la titulaire du compte - qui était juive - a fui la France qui était sous occupation nazie pour s'installer en Suisse au cours de la Seconde Guerre mondiale. Tel qu'il a été noté auparavant, le nom de Julie Rosenau figure dans la base de données des victimes de persécutions nazies à la disposition du CRT.

Le lien de parenté entre les requérantes et la titulaire du compte

Les requérantes ont rendu vraisemblable qu'elles sont apparentées à la titulaire du compte en soumettant des documents démontrant que la requérante [SUPPRIMÉ 2] est la petite-nièce de l'époux de la titulaire du compte et que la requérante [SUPPRIMÉ 1] est la nièce de l'époux de la titulaire du compte. Ces documents comprennent l'acte de naissance de la requérante [SUPPRIMÉ 2] et celui de son père, des lettres des archives de Fürth et de Würzburg, ainsi que le livret de famille de la requérante [SUPPRIMÉ 1]. Le CRT note que bien que la requérante [SUPPRIMÉ 1] n'ait pas fourni de documents démontrant son lien de parenté avec la titulaire du compte, les documents soumis par la requérante [SUPPRIMÉ 2] et les informations produites indépendamment par les deux requérantes étayaient la plausibilité de l'existence d'un lien de parenté entre la requérante [SUPPRIMÉ 1] et la titulaire du compte, tel qu'elle l'affirme dans son formulaire de requête.

Présomptions relatives aux comptes fermés « par inconnu »

Étant donné qu'il ne reste aucune trace comme quoi le compte ait été payé à la titulaire du compte et aucune trace de la date de fermeture de ce compte ; étant donné que la titulaire du compte et ses héritiers n'ont certainement pas été en mesure d'obtenir des informations relatives au compte après la Guerre auprès de la Banque en raison de la pratique des banques suisses d'occulter ou de falsifier des informations concernant les comptes dans leurs réponses aux investigations entreprises par les titulaires des comptes par crainte de voir leur responsabilité doublement engagée ; et compte tenu de l'application des présomptions (h) et (j), lesquelles figurent à l'article 28 des Règles, le CRT conclut qu'il est plausible que ni la titulaire du compte ni ses héritiers n'aient reçu les avoirs du compte. Sur la base de sa jurisprudence et des Règles, le CRT applique des présomptions pour déterminer si les titulaires de comptes ou leurs héritiers ont reçu les avoirs de leurs comptes.

Fondement de la décision d'attribution

Le CRT a déterminé qu'une décision d'attribution peut être rendue en faveur des requérantes. En premier lieu, les requêtes sont recevables conformément aux critères établis à l'article 18 des Règles. En second lieu, les requérantes ont démontré de manière plausible que la titulaire du compte était leur tante et grand-tante par alliance et ces liens de parenté justifient qu'une décision d'attribution soit rendue. Enfin, le CRT a déterminé qu'il est plausible que ni la titulaire du compte ni ses héritiers n'aient reçu les avoirs du compte revendiqué.

Montant de la décision d'attribution

Dans ce cas, la titulaire du compte détenait un compte de type inconnu. En application de l'article 29 des Règles, lorsque le solde d'un compte est inconnu, comme en l'espèce, la valeur moyenne en 1945 de comptes du même type ou d'un type analogue est utilisée pour calculer la valeur actuelle du compte attribué. Il ressort de l'investigation de l'ICEP qu'en 1945 la valeur moyenne d'un compte de type inconnu était de 3,950.00 francs suisses. Conformément à l'article 31(1) des Règles, la valeur actuelle de cette somme est obtenue en multipliant le montant précité par un facteur de 12.5 pour produire un montant total d'attribution de 49,375.00 francs suisses.

Répartition du montant de la décision d'attribution

La requérante [SUPPRIMÉ 2] qui représente son frère, [SUPPRIMÉ 3], est la petite-fille de [SUPPRIMÉ], l'un des beaux-frères de la titulaire du compte. La requérante [SUPPRIMÉ 1] est la fille de [SUPPRIMÉ], l'autre beau-frère de la titulaire du compte.

En application de l'article 23(1)(g) des Règles, en l'absence du testament de la titulaire du compte et si aucune des personnes pouvant prétendre à une décision d'attribution en application de l'Article 23(1)(a-f) n'a soumis de requête sur le compte, le CRT pourra rendre une décision d'attribution en faveur de tout parent du titulaire du compte, soit par consanguinité soit par alliance, ayant soumis une requête sur le compte, suivant des principes de justice et d'équité. En l'espèce, aucun autre parent de la titulaire du compte n'a soumis de requête au CRT. Par conséquent, le CRT détermine que chacune des branches représentées de la famille de la titulaire du compte est en droit de recevoir la moitié du montant de la décision d'attribution. Ainsi, la requérante [SUPPRIMÉ 1] a droit à la moitié du montant de la décision d'attribution, tandis que la requérante [SUPPRIMÉ 2] et [SUPPRIMÉ] ont chacun droit à un quart du montant de la décision d'attribution.

Portée de la décision d'attribution

Le CRT informe les requérantes que, conformément à l'article 20 des Règles, leurs requêtes feront l'objet de recherches additionnelles afin de déterminer s'il existe d'autres comptes bancaires auxquels elles auraient droit. De telles recherches porteront notamment sur la base de données de la totalité des comptes, laquelle comprend 4,1 millions de comptes bancaires suisses qui étaient ouverts entre 1933 et 1945.

Certification de la décision d'attribution

Le CRT recommande à la Cour d'approuver la présente décision d'attribution afin que les Représentants spéciaux procèdent au paiement.

Claims Resolution Tribunal
Le 28 Mai 2004